

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.942/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 17 décembre 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur avant-projet de loi "relatif à la procédure par voie électronique", a donné le 13 janvier 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

I. L'article 2 de l'avant-projet qui renvoie à la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de qualification, pose la question de savoir si la personne qui se prévaut de la signature qualifiée est bien celle qu'elle prétend être, non seulement quant à son identité mais aussi quant à sa fonction et au droit d'exercer cette fonction.

Sur ce point, le délégué du ministre rappelle l'article 19 de l'avant-projet de loi instituant le système d'information Phenix (ci-après l'avant-projet de loi "Phénix") au sujet duquel le Conseil d'État a donné, le 11 janvier 2005, l'avis 37.943/2, qui confie au Comité de gestion du système d'information Phénix la mission d'élaborer un système de contrôle de l'introduction des données, de leur utilisation et de leur communication.

En ce qui concerne plus particulièrement l'avocat, le délégué du ministre expose :

"L'art. 440, al. 2 (du Code judiciaire) dispose que l'avocat comparaît comme fondé de pouvoir, sans avoir à justifier d'aucune procuration, sauf lorsque la loi exige un mandat spécial. (...) Actuellement, l'avocat signale son intervention par courrier ou en comparaisant en personne, sans autre justification. Cette règle reste d'application avec le projet de loi procédure électronique.

Lorsque la demande d'accès se fait à partir de l'ordinateur de l'avocat, cette demande est signée avec une signature électronique certifiée ⁽¹⁾. Un lien électronique permet au greffe d'accéder immédiatement au certificat qui précise l'identité de la personne.

En cas de doute, le greffe consulte les listes des avocats inscrits mises perpétuellement à jour par les barreaux conformément à l'article 21 du projet de loi LPVE ⁽²⁾. Cette liste devra comprendre les mesures de radiation ou de suspension".

Ces précisions appellent les observations qui suivent :

1. Dès lors que l'annexe 1, d), de la loi du 9 juillet 2001, précitée, prévoit que tout certificat qualifié doit comporter la possibilité d'inclure, "le cas échéant", une qualité spécifique du signataire, l'avant-projet de loi doit faire de cette faculté une obligation.

En outre, il convient de veiller à ce que, à partir de la signature électronique, puisse être assuré un contrôle effectif de la fonction indiquée sur le certificat.

À ce sujet, la question se pose également de savoir si la possibilité de pouvoir effectuer un tel contrôle ne doit pas aussi être offerte à d'autres acteurs judiciaires que les membres des greffes, notamment en cas de signification électronique à une adresse judiciaire électronique.

2. L'article 46, § 3, en projet, du Code judiciaire (article 17 de l'avant-projet) prévoit, en son alinéa 2, que

"Le prestataire de services de communication peut attester que le pli adressé au destinataire est conforme à celui envoyé par le greffier ou le ministère public. Il peut également attester la date à laquelle il a remis le pli aux services postaux ou l'a fait parvenir au destinataire".

⁽¹⁾ Sans doute faut-il entendre la signature qualifiée au sens de l'article 2, 2°, de l'avant-projet.

⁽²⁾ Lire "loi relative à la procédure par voie électronique".

Ce faisant, ne sont encore attestées ni l'identité du greffier ou du membre du ministère public ni la qualité en laquelle celui-ci adresse le pli au destinataire. Ces lacunes devraient être comblées afin de donner au destinataire les moyens d'opérer le contrôle de ces éléments dans toutes les hypothèses couvertes par l'avant-projet où un acte de la procédure est adressé par la voie électronique.

3. L'article 10 de l'avant-projet énonce les exigences auxquelles le prestataire de service de communication doit répondre. La question se pose de savoir comment le contrôle du respect de ces exigences pourra être réalisé, d'une part, par celui qui fait appel aux services d'un prestataire de service de communication et, d'autre part, par le destinataire de l'acte de procédure. Ce point doit être clarifié.

4. Il convient que l'auteur de l'avant-projet clarifie la relation existant entre la signature (électronique) qualifiée, au sens des dispositions en projet, et la signature électronique figurant sur la carte d'identité électronique de la personne ⁽³⁾.

Bien que l'exposé des motifs soit muet sur ce point, il semble bien qu'il s'agit de deux notions distinctes.

5. La question se pose de savoir comment, par le biais de l'article 19 de l'avant-projet de loi "Phénix", le Comité de gestion de Phénix peut assurer un contrôle effectif de l'identité et de la fonction de la personne qui recourt à la procédure par voie électronique.

Ce point doit être clarifié.

⁽³⁾ Voir à ce sujet l'avis n° 11/2004 du 4 octobre 2004 de la Commission de la protection de la vie privée.

II. Certaines dispositions de l'avant-projet visent tantôt les notifications et les significations, tantôt les notifications et tantôt les significations. Il convient d'assurer la cohérence de l'avant-projet et de viser de manière générale les significations et les notifications, de même que, le cas échéant, les dépôts et les communications ⁽⁴⁾.

III. Compte tenu des compétences respectives que confère l'avant-projet de loi "Phenix" au Comité de gestion et au Comité de surveillance du système d'information Phénix, le Conseil d'État considère, comme la Commission de la protection de la vie privée, que les arrêtés royaux pris en exécution du présent avant-projet doivent l'être après avis du Comité de surveillance et, le cas échéant, sur la proposition du Comité de gestion, chaque fois que les dispositions à prendre touchent directement ou indirectement à la protection de la vie privée.

L'avant-projet doit être adapté en conséquence ⁽⁵⁾.

IV. À la question de savoir si l'introduction de la procédure par voie électronique en matière civile ne nécessitait pas d'autres modifications que celles apportées au Code judiciaire, notamment en ce qui concerne le Code civil, le délégué du ministre a répondu par la négative.

Il ne serait à cet égard pas inutile que soit mieux explicitée dans l'exposé des motifs l'implication concrète qu'aura l'introduction de la procédure par voie électronique sur des notions aussi classiques que celles de "requête", "requête écrite", "citation", "demande écrite ou verbale", "conclusions", "conclusions écrites", "demande adressée au greffe", "déclaration", ..., fréquemment utilisées tant dans le Code civil que dans le Code judiciaire.

⁽⁴⁾ Voir, par exemple, les articles 3, 6, 9, §§ 2 et 3, de l'avant-projet.

⁽⁵⁾ Voir par exemple, les articles 2, 3°, 4, alinéa 2, 10, alinéa 2, 14, 19, 20, 25 et 45, § 3 de l'avant-projet.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

Au 1°, le renvoi à l'article 14 de la loi du ... instituant la banque de données "Phenix" semble inexact. L'avant-projet de loi "Phenix" institue, en effet, le Comité de gestion par l'article 15.

Article 3

Le Conseil d'État se demande pour quelle raison l'article ne vise que "le cadre d'une procédure judiciaire" alors que l'article 2, 3°, de l'avant-projet vise "le cadre d'une instruction judiciaire ou d'une procédure judiciaire".

Article 4

Selon l'exposé des motifs, le recours à la procédure par voie électronique en matière pénale permettra durant une phase transitoire :

"(...) de choisir entre un dossier totalement électronique et un dossier entier entièrement sur papier. Il n'est en effet pas indiqué de permettre, au cours de la phase transitoire, qu'un dossier original soit établi sur différents supports, de sorte qu'une partie existerait sous forme électronique et l'autre pas".

Le Conseil d'État se demande dès lors comment concilier ce système avec l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet qui précise :

"(...) personne ne peut être contraint de poser des actes de procédure ou de recevoir des documents relatifs à des actes de procédure par voie électronique".

Article 9

Au paragraphe 1^{er}, il conviendrait que l'exposé des motifs soit plus explicite quant à savoir comment, concrètement, sera prouvé le moment auquel a été donné l'ordre irrévocable de procéder à l'expédition d'une pièce électronique de procédure.

Article 10

Selon le délégué du ministre, le prestataire de service de communication sera désigné conformément à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de service. La question se pose néanmoins de savoir comment sera (seront) désigné(s) le (les) prestataire(s) de service de communication dans toutes les hypothèses où la loi du 24 décembre 1993, précitée, n'est pas susceptible de s'appliquer.

Compte tenu du rôle particulier conféré à ces prestataires de service de communication, la question se pose également de savoir s'il ne conviendrait pas de prévoir, dans le respect de règles de droit européen, un contrôle des exigences imposées à ces prestataires, par exemple par la mise en place d'une procédure d'accréditation.

Article 12

Dès lors que l'article 32, en projet, du Code judiciaire définit la signification et la notification, il serait utile d'y définir également les notions de "dépôts" et "communications".

Article 14

Le Conseil d'État s'interroge sur la raison pour laquelle dans la version française de l'article 36, 2°, en projet, du Code judiciaire, les mots "ou une industrie" ont été supprimés dans la définition de "résidence".

Article 16

1. Au c), les mots "article 42*bis*, alinéa 3" doivent être remplacés par les mots "article 42*bis*, alinéa 4".

2. Au e), le Conseil d'État se demande si le 7° nouveau ne constitue pas une redite par rapport à ce qui est déjà prévu aux 2°, 3° et 5° de l'article 43, alinéa 1^{er}, en projet, du Code judiciaire.

Article 17

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 et au paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 46, en projet, du Code judiciaire, il convient de remplacer les mots "le préposé de la poste" par les mots "le préposé des services postaux".

2. Au paragraphe 3 du même article en projet, il convient de viser la date de la loi à laquelle il est renvoyé.

Article 21

1. Afin d'éviter toute confusion avec les listes visées aux 1. à 3. de l'article 430 du Code judiciaire, il conviendrait d'utiliser au 4., en projet, les termes "une liste électronique des avocats" plutôt qu'"une liste des avocats".

Une observation analogue vaut pour l'article 22.

2. De l'accord du délégué du ministre, il convient de compléter l'avant-projet en prévoyant une liste électronique similaire pour les membres de l'ordre judiciaire.

Articles 24, 25 et 27

L'attention de l'auteur de l'avant projet est attirée sur ce qu'un avant-projet de loi "modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure", sur lequel le Conseil d'État a donné, le 15 juillet 2000, l'avis 33.431/2, envisageait de modifier les articles 711 à 715 du Code judiciaire en vue de consacrer de manière expresse la notion de "rôle électronique".

Le Conseil d'État suppose que cet avant-projet de loi a été abandonné.

Article 34

Étant donné que le procès-verbal de l'audience est revêtu d'une force probante authentique, le dernier alinéa de la disposition en projet doit expressément viser la procédure en inscription de faux.

Article 36

Compte tenu que l'article 784 du Code judiciaire est à juste titre abrogé par l'article 38 de l'avant-projet, il n'y a pas lieu de le viser à l'article 36 de l'avant-projet.

Article 38

Le commentaire fait sous l'article 24 de l'avant-projet expose que :

"Dès que le rôle sera électronique, les actuels articles 712 et 713 du Code judiciaire perdront naturellement toute signification".

La question se pose en conséquence de savoir si l'article 712 du Code judiciaire ne devrait pas être abrogé.

La même observation vaut pour l'article 715 du Code judiciaire ⁽⁶⁾.

CHAPITRE III. Le dossier électronique en matière pénale

Observation préliminaire

Selon l'exposé des motifs,

"(...) l'option retenue en ce qui concerne le dossier électronique en matière pénale est celle d'un système autonome qui laisse inchangées les dispositions existantes du Code d'instruction criminelle".

En conséquence, comme l'indique également l'exposé des motifs, il n'a pas été tenu compte de la proposition de loi portant le Code de procédure pénale déposée au Sénat ⁽⁷⁾.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est toutefois attirée sur ce que diverses dispositions de l'avant-projet se réfèrent de manière expresse à plusieurs dispositions du Code d'instruction criminelle.

Il conviendra en conséquence soit d'adapter les dispositions en question en cas de promulgation préalable du Code de procédure pénale, soit de modifier ultérieurement ces dispositions à la suite de la promulgation dudit Code.

Article 40

Au paragraphe 3, il y a lieu d'envisager également, dans le dispositif, comme l'indique, par ailleurs, l'exposé des motifs, l'hypothèse de pièces figurant par erreur dans le dossier électronique.

⁽⁶⁾ Voir également l'observation générale formulée sous l'article 45 de l'avant-projet de loi qui a fait l'objet de l'avis 33.431/2, précité.

⁽⁷⁾ Doc. parl., Sénat, session 2003-2004, n° 3-450/1.

Article 41

1. Comme c'est le cas dans de nombreuses dispositions du Code d'instruction criminelle, il convient de viser expressément le Procureur fédéral, le Procureur général auprès d'une Cour d'appel et l'auditeur du travail.

2. À l'alinéa 2, les termes "règles prévues en la matière dans la présente loi" sont trop larges. Il convient de viser les articles concernés.

Article 46

Par analogie avec l'article 17 du projet (article 46, en projet, du Code judiciaire), il convient de remplacer les mots "services de la poste" par les mots "services postaux".

Article 47

Il y a lieu de remplacer les mots "article 43bis" par les mots "article 42bis".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. G. SCOHY, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.942/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 december 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de elektronische procesvoering", heeft op 13 januari 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

I. Artikel 2 van het voorontwerp, dat verwijst naar de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten, doet de vraag rijzen of de persoon die zich beroept op de gekwalificeerde handtekening wel degelijk diegene is die hij beweert te zijn, niet alleen wat zijn identiteit betreft, maar ook wat betreft zijn functie en het recht om die functie uit te oefenen.

In dat opzicht herinnert de gemachtigde van de minister aan het bepaalde in artikel 19 van het voorontwerp van wet tot oprichting van de informatiesysteem Phenix (hierna het "voorontwerp van wet Phenix" genoemd), waarover de Raad van State op 11 januari 2005 advies 37.943/2 heeft verstrekt, waarbij aan het beheerscomité van het informatiesysteem Phenix de taak wordt opgedragen om een controlesysteem inzake de invoering van de gegevens, alsmede de aanwending en de mededeling ervan uit te werken.

Meer in het bijzonder wat de advocaat betreft, stelt de gemachtigde van de minister het volgende :

"L'art. 440, al. 2 (du Code judiciaire) dispose que l'avocat comparaît comme fondé de pouvoir, sans avoir à justifier d'aucune procuration, sauf lorsque la loi exige un mandat spécial. (...) Actuellement, l'avocat signale son intervention par courrier ou en comparaisant en personne, sans autre justification. Cette règle reste d'application avec le projet de loi procédure électronique.

.../...

Lorsque la demande d'accès se fait à partir de l'ordinateur de l'avocat, cette demande est signée avec une signature électronique certifiée ⁽¹⁾. Un lien électronique permet au greffe d'accéder immédiatement au certificat qui précise l'identité de la personne.

En cas de doute, le greffe consulte les listes des avocats inscrits mises perpétuellement à jour par les barreaux conformément à l'article 21 du projet de loi LPVE ⁽²⁾. Cette liste devra comprendre les mesures de radiation ou de suspension".

Deze verduidelijkingen geven aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1. Aangezien bijlage 1, d, bij de voornoemde wet van 9 juli 2001 bepaalt dat elk gekwalificeerd certificaat de mogelijkheid dient te bevatten om "in voorkomend geval" een specifiek attribuut van de ondertekenaar te vermelden, moet het voorontwerp van wet van die mogelijkheid een verplichting maken.

Voorts moet ervoor gezorgd worden dat uitgaande van de elektronische handtekening een effectieve controle van de op het certificaat aangegeven functie kan worden gewaarborgd.

In dat verband rijst eveneens de vraag of de mogelijkheid om een zodanige controle uit te voeren ook niet dient te worden geboden aan andere actoren van het gerecht dan de leden van de griffies, inzonderheid wat betreft de elektronische betekening op een gerechtelijk elektronisch adres.

2. Het ontworpen artikel 46, § 3, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 17 van het voorontwerp) bepaalt :

"De dienstverlener inzake communicatie kan de gerechtsbrief die aan de geadresseerde is gericht, voor eensluidend verklaren met die verzonden door de griffier of door het openbaar ministerie. Hij kan eveneens het bewijs leveren van de datum waarop hij de gerechtsbrief aan de post heeft bezorgd of aan de geadresseerde heeft doen toekomen."

⁽¹⁾ Wellicht moet daaronder de gekwalificeerde handtekening in de zin van artikel 2, 2°, van het voorontwerp worden verstaan.

⁽²⁾ Lees: de "wet betreffende de elektronische procesvoering".

Hiermede worden noch de identiteit van de griffier of van het lid van het openbaar ministerie bevestigd, noch de hoedanigheid waarin dezen het schrijven richten aan de geadresseerde. Die leemten moeten worden opgevuld, zodat aan de geadresseerde de mogelijkheid wordt geboden om die gegevens te controleren in alle gevallen waarin het voorontwerp voorziet waarbij een proceshandeling elektronisch wordt verstuurd.

3. Artikel 10 van het voorontwerp somt de vereisten op waaraan de dienstverlener inzake communicatie moet voldoen. De vraag rijst hoe de inachtneming van die vereisten zal kunnen worden gecontroleerd, enerzijds door diegene die een beroep doet op de diensten van de dienstverlener inzake communicatie, en anderzijds door de geadresseerde van de proceshandeling. Dit punt moet worden opgehelderd.

4. De steller van het voorontwerp moet het verband nader verklaren dat bestaat tussen de gekwalificeerde (elektronische) handtekening in de zin van de ontworpen bepalingen, en de elektronische handtekening die voorkomt op de elektronische identiteitskaart van de persoon ⁽³⁾.

Ofschoon in de memorie van toelichting daarover niets wordt gezegd, lijkt het wel degelijk om twee onderscheiden begrippen te gaan.

5. De vraag rijst hoe het beheerscomité van Phenix door middel van artikel 19 van het voorontwerp van wet Phenix de effectieve controle kan waarborgen van de identiteit en de functie van degene die de elektronische procedure volgt.

Dit punt moet worden opgehelderd.

II. Sommige bepalingen van het voorontwerp betreffen kennisgevingen en betekeningen, terwijl andere alleen kennisgevingen of alleen betekeningen betreffen. Er moet worden gezorgd voor de coherentie van het voorontwerp, waarbij naar

⁽³⁾ Zie in dat verband advies nr. 11/2004 dd. 4 oktober 2004 van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

kennisgevingen en betekeningen in het algemeen dient te worden verwezen, alsook, in voorkomend geval, naar neerleggingen en mededelingen ⁽⁴⁾.

III. Gelet op de respectieve bevoegdheden die het voorontwerp van wet Phenix opdraagt aan het beheerscomité en aan het comité van toezicht op het informatiesysteem Phenix, vinden zowel de Raad van State als de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dat de koninklijke besluiten houdende uitvoering van het onderhavige voorontwerp vastgesteld moeten worden na advies van het toezichtcomité en, in voorkomend geval, op voorstel van het beheerscomité, telkens als de uit te vaardigen bepalingen rechtstreeks of zijdelings de bescherming van de persoonlijke levenssfeer betreffen.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast ⁽⁵⁾.

IV. Op de vraag of de invoering van de elektronische procedure in burgerrechtelijke zaken geen andere wijzigingen behoeft dan die welke in het Gerechtelijk Wetboek worden aangebracht, inzonderheid in het Burgerlijk Wetboek, heeft de gemachtigde van de minister ontkennend geantwoord.

Het zou in dat verband wellicht dienstig zijn in de memorie van toelichting nauwkeuriger de concrete weerslag uiteen te zetten die de invoering van de elektronische procedure zal hebben op traditionele begrippen zoals "verzoekschrift", "schriftelijk verzoekschrift", "dagvaarding", "schriftelijke of mondelinge vordering", "conclusie", "schriftelijke conclusie", "vordering neergelegd ter griffie", "verklaring" ..., die zowel in het Burgerlijk Wetboek als in het Gerechtelijk Wetboek vaak voorkomen.

⁽⁴⁾ Zie bijvoorbeeld de artikelen 3, 6, 9, §§ 2 en 3, van het voorontwerp.

⁽⁵⁾ Zie bijvoorbeeld de artikelen 2, 3°, 4, tweede lid, 10, tweede lid, 14, 19, 20, 25 en 45, § 3, van het voorontwerp.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

De verwijzing, in onderdeel 1°, naar artikel 14 van "de wet van ... tot oprichting van de gegevensbank Phenix" lijkt onjuist. Het is immers artikel 15 van het voorontwerp van wet Phenix dat het beheerscomité opricht.

Artikel 3

De Raad van State vraagt zich af waarom in dit artikel alleen sprake is van "het kader van een gerechtelijke procedure", terwijl in artikel 2, 3°, van het voorontwerp sprake is van "het kader van een strafonderzoek of een gerechtelijke procedure".

Artikel 4

Volgens de memorie van toelichting laat de elektronische afhandeling van het strafproces in een overgangsfase "de keuzemogelijkheid bestaan tussen hetzij een volledig elektronisch dossier, hetzij een volledig papieren dossier. Het is immers niet aangewezen tijdens de overgangsfase toe te laten dat een origineel dossier op verschillende dragers zou worden gezet, zodat een deel onder elektronische vorm zou bestaan en een ander deel niet".

De Raad van State vraagt zich dan ook af hoe die regeling in overeenstemming kan worden gebracht met het bepaalde in artikel 4, eerste lid, van het voorontwerp, waarin te lezen staat dat "niemand verplicht (kan) worden via elektronische weg proceshandelingen te stellen of documenten met betrekking tot proceshandelingen te ontvangen".

Artikel 9

In de memorie van toelichting moet paragraaf 1 explicieter zijn wat betreft de manier waarop concreet het tijdstip zal worden aangetoond waarop de onherroepelijke opdracht tot het verzenden van een elektronisch processtuk is gegeven.

Artikel 10

Volgens de gemachtigde van de minister zal de dienstverlener inzake communicatie worden aangewezen overeenkomstig de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. De vraag rijst evenwel hoe de dienstverlener(s) inzake communicatie zal (zullen) worden aangewezen in alle gevallen waarin de voornoemde wet van 24 december 1993 geen toepassing zal vinden.

Gelet op de bijzondere rol die aan die dienstverleners inzake communicatie wordt toebedeeld, kan men zich tevens afvragen of het niet dienstig zou zijn om met inachtneming van de Europese rechtsregels te voorzien in controle op de aan die dienstverleners opgelegde verplichtingen, bijvoorbeeld door de invoering van een accreditatieprocedure.

Artikel 12

Aangezien het ontworpen artikel 32 van het Gerechtelijk Wetboek een definitie geeft van de betekening en van de kennisgeving, zou het nuttig zijn daarin eveneens de begrippen "neerlegging" en "mededeling" te definiëren.

Artikel 14

De Raad van State vraagt zich af waarom in de Franse lezing van het ontworpen artikel 36, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek de woorden "ou une industrie" zijn weggelaten bij de definitie van de term "verblijfplaats".

Artikel 16

1. In punt c) moeten de woorden "in artikel 42*bis*, derde lid" vervangen worden door de woorden "in artikel 42*bis*, vierde lid,".

2. De Raad van State vraagt zich af of in punt e) het nieuwe onderdeel 7° geen herhaling is van het bepaalde in het ontworpen artikel 43, eerste lid, 2°, 3° en 5°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 17

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, en van paragraaf 2, tweede lid, van het ontworpen artikel 46 van het Gerechtelijk Wetboek moeten de woorden "le préposé de la poste" vervangen worden door de woorden "le préposé des services postaux".

2. In paragraaf 3 van datzelfde ontworpen artikel moet de datum worden vermeld van de wet waarnaar wordt verwezen.

Artikel 21

1. Teneinde iedere verwarring met de lijsten bedoeld in de punten 1 tot 3 van artikel 430 van het Gerechtelijk Wetboek te voorkomen, dienen in het ontworpen punt 4 de woorden "een elektronische lijst van de advocaten" te worden gebruikt, veeleer dan de woorden "een lijst van de advocaten".

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 22.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het voorontwerp dient te worden aangevuld, waarbij een soortgelijke elektronische lijst wordt voorgeschreven voor de leden van de rechterlijke orde.

Artikelen 24, 25 en 27

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat een voorontwerp van wet "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de rechtspleging", waarover de Raad van State op 15 juli 2000 advies 33.431/2 heeft verstrekt, voorstelde de artikelen 711 tot 715 van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen, teneinde het begrip "elektronische rol" uitdrukkelijk te verankeren.

De Raad van State veronderstelt dat van dat voorontwerp van wet is afgezien.

Artikel 34

Aangezien het proces-verbaal van de zitting een authentiek bewijs oplevert, moet in het laatste lid van de ontworpen bepaling uitdrukkelijk worden verwezen naar de valsheidsprocedure.

Artikel 36

Aangezien artikel 784 van het Gerechtelijk Wetboek terecht wordt opgeheven bij artikel 38 van het voorontwerp, moet het niet meer worden genoemd in artikel 36 van het voorontwerp.

Artikel 38

In de commentaar op artikel 24 van het voorontwerp staat te lezen :

"Zodra de rol elektronisch is, verliezen de huidige artikelen 712 en 713 van het Gerechtelijk Wetboek uiteraard elke betekenis."

Bijgevolg kan men zich afvragen of artikel 712 van het Gerechtelijk Wetboek niet hoeft te worden opgeheven.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 715 van het Gerechtelijk Wetboek ⁽⁶⁾.

HOOFDSTUK III. Het elektronisch dossier in strafzaken

Voorafgaande opmerking

Volgens de memorie van toelichting "werd voor wat betreft het elektronisch dossier in strafzaken geopteerd voor een autonoom systeem dat de bestaande bepalingen van het Wetboek van Strafvordering ongemoeid laat".

Bijgevolg is, zoals eveneens wordt aangegeven in de memorie van toelichting, geen rekening gehouden met het bij de Senaat ingediende voorstel van wet houdende het Wetboek van Strafprocesrecht ⁽⁷⁾.

De steller van het voorontwerp wordt er evenwel op gewezen dat verscheidene bepalingen van het voorontwerp uitdrukkelijk verwijzen naar een aantal bepalingen van het Wetboek van Strafvordering.

Bijgevolg moeten ofwel de bepalingen in kwestie aangepast worden indien eerst het Wetboek van Strafprocesrecht wordt afgekondigd, ofwel moeten die bepalingen achteraf worden gewijzigd, na de afkondiging van het genoemde Wetboek.

⁽⁶⁾ Zie eveneens de algemene opmerking gemaakt onder artikel 45 van het voorontwerp van wet waarover het voornoemde advies 33.431/2 is verstrekt.

⁽⁷⁾ Gedr. Stuk Senaat, zitting 2003-2004, nr. 3-450/1.

Artikel 40

In het dispositief van paragraaf 3 moet, zoals overigens gebeurd is in de memorie van toelichting, eveneens worden voorzien in het geval van stukken die per vergissing in het elektronisch dossier voorkomen.

Artikel 41

1. Zoals in tal van bepalingen van het Wetboek van Strafvordering het geval is, moet uitdrukkelijk worden verwezen naar de federale procureur, de procureur-generaal bij een hof van beroep en de arbeidsauditeur.

2. In het tweede lid zijn de woorden "de in deze wet desbetreffend bepaalde regels" te ruim. Er moet worden verwezen naar de betrokken artikelen.

Artikel 46

Naar analogie van artikel 17 van het ontwerp (ontworpen artikel 46 van het Gerechtelijk Wetboek) moeten in de Franse tekst de woorden "services de la poste" vervangen worden door de woorden "services postaux".

Artikel 47

De woorden "artikel 43bis" moeten worden vervangen door de woorden "artikel 42bis".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. SCOHY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS